



La liberté académique en action 2026

Strasbourg, 25-26 novembre 2026

Introduction

La liberté académique est fondamentale pour les sociétés démocratiques. Elle permet la recherche indépendante, la réflexion critique et le libre échange d'idées, tout en constituant le fondement de la capacité des universités à contribuer à la gouvernance démocratique, à l'État de droit et à la protection des droits de l'homme. Lorsque la liberté académique est affaiblie, les conséquences s'étendent bien au-delà de l'enseignement supérieur, affectant la résilience démocratique, la confiance du public, le progrès scientifique et la capacité des sociétés à relever des défis complexes.

Partout en Europe et au-delà, la liberté académique continue de subir des pressions importantes, allant de l'ingérence politique et des restrictions à l'autonomie institutionnelle aux menaces croissantes à l'encontre des universitaires et aux entraves à la liberté d'expression. Dans le même temps, des expériences récentes menées dans différents pays démontrent que la liberté académique peut également être renforcée et rétablie grâce à une action institutionnelle, juridique et politique résolue. La protection de la liberté académique n'est donc pas seulement l'affaire des universités, mais une responsabilité partagée entre les pouvoirs publics, les institutions indépendantes, la société civile et la communauté internationale au sens large.

Dans ce contexte, la conférence « Academic Freedom in Action 2026 » rassemble des décideurs politiques, des universitaires, des étudiants, des organisations de la société civile, des organisations internationales, des institutions de défense des droits de l'homme et des experts juridiques afin d'aller au-delà de l'identification des défis et d'en discuter les réponses concrètes. Organisée par le Département de l'éducation du Conseil de l'Europe, cette conférence vise à renforcer la coopération et à contribuer à une approche européenne plus cohérente en matière de protection de la liberté académique.

La conférence s'articule autour de quatre questions centrales :

- En quoi la liberté académique est-elle importante pour la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit ?
- Qui partage la responsabilité de la protéger ?
- Quels sont les mécanismes juridiques, institutionnels et politiques les plus efficaces pour garantir la liberté académique ?
- Comment renforcer cette protection et passer de l'analyse à l'action concrète ?

Le programme reflète cette progression. Il commence par explorer la liberté académique en tant que valeur démocratique et responsabilité publique partagée, avant d'examiner les garanties juridiques et institutionnelles, les nouvelles orientations politiques et les mécanismes de coopération. Il aborde ensuite les expériences vécues par les universitaires et les étudiants, les défis mondiaux auxquels est confronté l'enseignement supérieur, ainsi que les approches pratiques visant à renforcer la liberté académique par le dialogue, le partenariat et la solidarité internationale.

L'un des objectifs centraux de la conférence est d'encourager une coopération plus étroite entre les divers acteurs œuvrant à la protection de la liberté académique. S'appuyant sur la dynamique créée par les initiatives précédentes du Conseil de l'Europe, la conférence sera également l'occasion de discuter des futures formes de collaboration et d'action coordonnée dans l'ensemble de l'espace du Conseil de l'Europe.

À l'heure où les sociétés démocratiques sont confrontées à des défis profonds et en constante évolution, la conférence « Academic Freedom in Action 2026 » vise non seulement à approfondir la compréhension de la liberté académique, mais aussi à contribuer à sa protection concrète. En rassemblant des points de vue divers et en favorisant le dialogue au-delà des frontières institutionnelles, cette conférence a pour objectif de réaffirmer la liberté académique en tant que responsabilité démocratique partagée et d'identifier des moyens concrets de renforcer sa protection à l'avenir.



Programme

Mercredi 25 novembre 2025

Palais de l'Europe, salle 10

08:30-08:55 Arrivée des participants et café de bienvenue

09:00-09:30 **Séance d'ouverture – Discours de haut niveau**

Mme Tanja Gonggrijp, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe



Hôte de la conférence

M. Villano Qiriazzi, chef du département de l'Éducation du Conseil de l'Europe

09:30 – 10:00

Discours d'ouverture

Protéger la liberté académique : une responsabilité commune au service de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit

Mme Kirsten Roberts Lyer, professeure et directrice du programme « Droits de l'homme » à l'Université d'Europe centrale ; présentation principale du rapport intitulé « Protections juridiques de la liberté académique et faisabilité d'une convention du Conseil de l'Europe sur la liberté académique »

10:00-11:15

Session 1

Au-delà des « conversations sans risque » - 1re partie : la liberté académique dans des contextes difficiles

Organisée en collaboration avec Inter University Centre (IUC), cette session abordera les défis liés à la liberté académique dans des contextes nationaux politiquement sensibles et complexes, souvent absents des débats internationaux dominants. Les intervenants réfléchiront à la manière dont les universités, les chercheurs et les réseaux internationaux font face à des situations marquées par des conflits, un recul de la démocratie ou des restrictions de l'espace civique, tout en explorant les possibilités de solidarité et de soutien institutionnel.

Président de séance : M. Ivan Šimonović, directeur général, Inter University Centre Dubrovnik (IUC), professeur à l'université de Zagreb, en Croatie

Intervenants :

M. Wieger Bakker, directeur général adjoint, Inter University Centre Dubrovnik (IUC) ; professeur à l'université d'Utrecht, en Pays-Bas

M. Vladan Đokić, recteur de l'Université de Belgrade, Serbie

Mme Snježana Prijić Samaržija, professeure et ancienne rectrice de l'université de Rijeka (Croatie) ; vice-présidente du Conseil de Inter University Centre Dubrovnik (IUC) ; membre du Bureau du Comité directeur sur l'éducation du Conseil de l'Europe

M. Giga Zedania, directeur du Centre d'études avancées et ancien recteur de l'Université d'État d'Ilia, Géorgie

11:15-11:30 Pause café

11:30-12:45

Session 1

Au-delà des « conversations sans risque » - 2e partie : la liberté académique dans des contextes difficiles

Outre l'examen de ces défis, la session se penchera également sur les expériences émergentes de relance démocratique et institutionnelle, en s'interrogeant sur les enseignements à tirer des efforts visant à rétablir la liberté académique et la confiance du public dans des contextes politiques en mutation.

Président de séance : M. Ivan Šimonović, directeur général du Centre interuniversitaire (IUC), professeur à l'université de Zagreb, en Croatie

Intervenants :

M. Dominik Antonowicz, professeur à l'université Nicolas Copernic de Toruń, en Pologne

M. Gergely Kováts, professeur à l'université Corvinus de Budapest, en Hongrie

M. Tarlach McGonagle, professeur à l'université de Leyde, aux Pays-Bas

M. Zoltán Rónay, professeur à l'université Eötvös Loránd, en Hongrie

12h45-14:00 Pause déjeuner

Liberté académique et avenir du savoir : participation démocratique, expertise contestée et intelligence artificielle

Alors que la science occupe une place de plus en plus centrale dans la réponse aux défis sociétaux, la relation entre la recherche, la démocratie et la confiance du public est bouleversée par la polarisation politique, la désinformation, la remise en cause croissante de l'expertise et le développement rapide de l'intelligence artificielle. Cette table ronde examinera comment les universités et les instituts de recherche peuvent renforcer l'engagement démocratique par le biais de la science ouverte et de la participation du public, tout en préservant la liberté académique et l'intégrité scientifique.

La discussion examinera les pressions auxquelles sont confrontés les chercheurs travaillant sur des sujets politiquement controversés, notamment le changement climatique, les migrations, le genre et la santé publique, et étudiera comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent protéger la recherche indépendante tout en favorisant des formes de production de connaissances plus inclusives, participatives et fiables. En réunissant ces différents points de vue, la table ronde réfléchira à la manière dont la science peut rester ouverte à la société tout en conservant sa résilience face à des pressions politiques et idéologiques croissantes.

La session examinera également comment l'utilisation croissante de l'IA redéfinit la liberté académique, l'enseignement, l'apprentissage et la production de connaissances. Si l'IA peut élargir l'accès à la connaissance et créer de nouvelles opportunités pour la recherche et l'éducation, elle soulève également des questions concernant l'autonomie institutionnelle et académique, la transparence, ainsi que la dépendance croissante des communautés universitaires vis-à-vis de systèmes d'IA dont les bases de connaissances et les hypothèses sous-jacentes peuvent refléter des biais culturels, linguistiques et épistémiques. La table ronde examinera comment les universités peuvent adopter une approche critique vis-à-vis de ces technologies tout en préservant la diversité intellectuelle, l'autonomie académique et les conditions nécessaires à une recherche ouverte et indépendante.

Président de séance : M. Peter Maassen, professeur à l'Université d'Oslo, Norvège

Intervenants :

M. Klaus Beiter, professeur à l'Université du Nord-Ouest, Afrique du Sud

Mme Hanane Karimi, Maîtresse de conférences, Université de Strasbourg, France ; Co-titulaire de l'axe 2 de la chaire franco-québécoise sur la liberté d'expression (COLIBEX) ; CNRS

Mme Paola Matei, professeure à l'Université de Milan, Italie

Mme Snježana Prijić Samaržija, professeure et ancienne rectrice de l'Université de Rijeka, Croatie ; membre du Bureau du Comité directeur sur l'éducation du Conseil de l'Europe

15:15-16:30

Session 4

Liberté académique : renforcer la coopération pour une protection plus efficace

Cette session sera l'occasion d'examiner comment renforcer davantage la coopération entre les acteurs existants. Les participants se pencheront sur l'intérêt de mettre en place un mécanisme de collaboration – tel qu'un réseau, une plateforme ou toute autre forme de coopération structurée – afin de faciliter le dialogue intersectoriel et de favoriser une action plus cohérente et mieux coordonnée. La discussion portera sur les objectifs potentiels, la valeur ajoutée et les fonctions possibles d'un tel mécanisme, notamment le partage des connaissances, le dialogue sur les politiques, la communication, la mise en réseau et les réponses collectives aux nouveaux défis.

Consciente qu'aucune institution ne peut à elle seule répondre à ces questions, la session adoptera un format hautement participatif. À travers des discussions animées et des échanges structurés, les participants seront invités à partager leurs points de vue sur les besoins existants et les opportunités de collaboration, sur les objectifs que tout futur mécanisme de collaboration devrait viser, sur les publics qu'il devrait servir, et sur la manière dont il pourrait au mieux compléter les initiatives existantes tout en évitant les doublons inutiles.

La discussion sera également l'occasion d'examiner comment une coopération renforcée pourrait consolider les liens non seulement au sein de la communauté universitaire, mais aussi avec les gouvernements, les institutions de défense des droits de l'homme, les organisations internationales et la société civile, renforçant ainsi la liberté académique en tant que responsabilité démocratique partagée.

Les conclusions de la session alimenteront les réflexions sur les prochaines étapes possibles pour renforcer la coopération au sein de l'espace du Conseil de l'Europe.

Organisations participantes :

- Scholars At Risk (SAR)
- Fondation Alexander von Humboldt, Allemagne

- Inter-University Centre Dubrovnik (IUC)
- Global Observatory on Academic Freedom, Royaume-Uni
- Collectif pour la liberté académique, la démocratie et la solidarité (CLADS), Suisse
- Observatoire des atteintes à la liberté académique (OALA), France
- Alliance pour la recherche critique en solidarité (KriSol), Allemagne
- Wetenschap Veilig - Safe Science, Pays-Bas

Modérateurs des ateliers – Membres du groupe de travail d’experts du Conseil de l’Europe sur la mission démocratique de l’enseignement supérieur

16:30-16:45 Pause café

16:45-18:00

Session 5

Des voix en danger: témoignages, solidarité et protection des chercheurs menacés

Derrière les débats sur la liberté académique se cachent des universitaires dont la vie, la carrière et la sécurité personnelle ont été profondément affectées par la répression, les conflits, les persécutions politiques ou les représailles institutionnelles. Cette session mettra en lumière la dimension humaine de la liberté académique à travers des témoignages directs d’universitaires ayant subi des menaces, des déplacements, de la censure ou de l’exclusion en raison de leurs travaux universitaires ou de leur engagement public.

S'appuyant sur ces témoignages, une table ronde réunissant des experts et des représentants d'organisations venant en aide aux chercheurs en danger examinera comment les institutions, les gouvernements et les acteurs internationaux peuvent passer d'une réponse d'urgence à une protection plus durable, à la solidarité et à l'inclusion universitaire à long terme. Cette session illustrera les réalités auxquelles sont confrontés les chercheurs en danger et permettra de mieux comprendre les mécanismes concrets nécessaires pour leur venir en aide.

Présidente de la séance : Mme Denise Roche, Advocacy Manager, Scholars At Risk Europe

Introduction : Témoignages de deux universitaires

Mme Raha Sabet Sarvestany, chercheuse postdoctorale à l'université Åbo Akademi, en Finlande

M. Haftom Bayray, boursier postdoctoral SAR, département d'économie alimentaire et des ressources, Université de Copenhague

Intervenantes :

Mme Emily Borzcik, directrice pour l'Europe du Scholar Rescue Fund de l'Institute of International Education (IIE-SRF)

Mme Mandy Lee, maître de conférences au Centre de politique et de gestion de la santé du Trinity College de Dublin, Université de Dublin, en Irlande

Mme Anne Weyembergh, vice-rectrice chargée des relations internationales et de la coopération à l'Université libre de Bruxelles

Mme Oksana Seumenicht, directrice de programme des « Dialogues sur la liberté académique », au sein de la division « Initiative Philipp Schwartz et liberté académique » de la Fondation Alexander von Humboldt

18:00-19:00

Réception, "Blue Restaurant"

Jeudi, 26 novembre 2026

Palais de l'Europe, Room 10

08:30-9:00 Arrivée des participants et café de bienvenue

09:00-10:00

Session 5

Les étudiants et la liberté académique

Les étudiants sont des acteurs essentiels au sein des communautés universitaires et de la vie démocratique ; pourtant, les débats sur la liberté académique se concentrent souvent principalement sur les points de vue des institutions ou du personnel. Cette session explorera le rôle des étudiants dans la promotion et la défense de la liberté académique,

notamment à travers des questions liées à la liberté d'expression sur le campus, à la participation à la gouvernance universitaire, au militantisme étudiant et à la création d'environnements d'apprentissage inclusifs et ouverts.

Président de séance : M. Terence Karran, professeur émérite, Université de Lincoln, Royaume-Uni

Intervenants :

M. Norbert Bencze, président du Conseil européen des doctorants et jeunes chercheurs (Eurodoc)

Mme Lauren Berntsen, SAIH - Fonds norvégien d'aide internationale aux étudiants et aux universitaires

Mme Liz Jackson, professeure et vice-doyenne chargée de la recherche, titulaire de la chaire Karen Lo Eugene Chuang pour la diversité et l'équité, Faculté d'éducation, Université de Hong Kong

Mme Cristina Mazzero, doctorante en sociologie et recherche sociale, Université de Trente, Italie

10:00-11:30

Session 6

Du suivi à l'action : s'appuyer sur des données factuelles pour renforcer la liberté académique

Au cours de la dernière décennie, des progrès significatifs ont été réalisés dans le suivi de la liberté académique grâce à des indices internationaux, des évaluations comparatives et des rapports fondés sur des données factuelles. Ces initiatives ont considérablement amélioré notre compréhension des défis auxquels est confrontée la liberté académique et ont fourni une base factuelle de plus en plus solide pour la recherche, l'élaboration des politiques et le plaidoyer.

Le prochain défi consiste toutefois à déterminer comment ces données peuvent se traduire par une protection plus efficace. Cette session ira au-delà de la simple présentation des initiatives de suivi existantes pour explorer comment les données, les outils d'évaluation et les analyses comparatives peuvent mieux éclairer les politiques publiques, la prise de décision institutionnelle et la coopération internationale. Une attention particulière sera accordée aux approches innovantes en matière d'évaluation, aux méthodologies

émergentes et aux exemples concrets illustrant comment les résultats du suivi peuvent soutenir les actions préventives, renforcer la résilience institutionnelle et contribuer à des garanties plus efficaces en faveur de la liberté académique.

By En réunissant des experts travaillant sur différents cadres de suivi et d'évaluation, la discussion portera sur la transition du diagnostic à la mise en œuvre, en examinant non seulement comment mesurer la liberté académique, mais aussi comment utiliser les données disponibles pour élaborer des politiques, renforcer les mécanismes de protection et soutenir des actions concrètes aux niveaux institutionnel, national et international.

Présidente de séance : Mme Katrin Kinzelbach, professeure, Université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg (FAU) ; Academic Freedom index

Intervenants :

M. Gergely Kováts, M. Gergely Kováts, professeur à l'université Corvinus de Budapest, en Hongrie

M. Peter Maassen, professeur à l'université d'Oslo, en Norvège ; chargé du rapport sur la liberté académique au sein du groupe d'experts du Parlement européen sur l'avenir de la science et de la technologie (STOA)

M. Liviu Matei, professeur, directeur de l'Observatoire mondial de la liberté académique au King's College, Royaume-Uni ; membre du Groupe de suivi de Bologne (BFUG), groupe de travail sur les valeurs fondamentales, Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES)

Mme Denise Roche, responsable du plaidoyer, Scholars at Risk ; rapport annuel « Free to Think » sur la liberté académique

Mme Monika Steinle, secrétaire générale adjointe, European University Association (EUA)

11:30-11:45 Pause café

Tendances mondiales, luttes communes : la liberté académique sous pression à l'échelle mondiale

La liberté académique est soumise à des pressions croissantes, non seulement en Europe, mais aussi à l'échelle mondiale. Cette table ronde de clôture examinera les principales évolutions observées dans différentes régions, notamment les récentes mesures législatives et politiques ayant une incidence sur l'enseignement supérieur et la recherche. À travers des perspectives comparatives, les intervenants analyseront comment les tendances mondiales se répercutent d'une région à l'autre, quelles formes de résistance et de protection émergent, et comment la solidarité et la coopération internationales peuvent être renforcées pour soutenir les chercheurs et les institutions soumis à des pressions partout dans le monde.

Président de séance : M. Villano Qiriazzi, chef du département de l'Éducation du Conseil de l'Europe

M. Kwadwo Appiagyei-Atua, professeur à l'université du Ghana

M. Salvatore Aricò, directeur général du Conseil international des sciences (ISC)

Mme Camilla Croso, directrice régionale de la Coalition pour la liberté académique dans les Amériques (CAFA)

M. Noah W. Sobe, chef de la section de l'enseignement supérieur, UNESCO

Mme Hilligje van't Land, secrétaire générale de l'Association internationale des universités (IAU)

13:00-13:10

Mot de clôture

M. Villano Qiriazzi, chef du département Éducation, Conseil de l'Europe